



L'Honorable Leo Housakos, Sénateur



Pour diffusion immédiate

LES LIBÉRAUX DE TRUDEAU BLOQUENT L'EFFORT DU SÉNAT POUR FOURNIR L'INFORMATION AUX CONTRIBUABLES

Le 7 avril 2017 (OTTAWA) — Le sénateur conservateur Leo Housakos exprime sa déception mais n'est pas surpris de voir les représentants du Premier Ministre Trudeau au Sénat bloquer sa tentative de voir un comité sénatorial se pencher sur un prêt controversé d'argent des contribuables à Bombardier, un géant de l'aérospatiale.

Jeudi, le sénateur Housakos a présenté au Sénat une motion dans laquelle il demande que le Comité sénatorial permanent des transports et des communications soit autorisé à examiner au nom de la population canadienne, pour en faire rapport, les questions relatives au prêt de 373 millions de dollars, y compris, sans toutefois s'y limiter, la valeur globale de l'investissement en question.

« Si le gouvernement Trudeau ne donne pas aux Canadiens les réponses auxquelles ils ont droit à propos de l'utilisation de leurs impôts, alors le Sénat le fera », a poursuivi le sénateur Housakos alors qu'il se trouvait au Sénat.

Cependant, en dépit d'un large soutien à cette initiative, le leader adjoint de Trudeau au Sénat a empêché un vote de la motion en suspendant le débat.

« Je ne suis aucunement surpris, » a dit le sénateur Housakos. « Ce gouvernement ne pense pas que les Canadiens méritent de savoir quoique ce soit au sujet de ce prêt, malgré le fait que c'est de leur argent dont il est question. C'est la norme pour les libéraux de Trudeau. Ils se disent transparents et responsables mais ils agissent comme s'il leur était indigne d'avoir à répondre aux plus simples questions. »

« On parle des renseignements les plus élémentaires que vous vous attendez à obtenir quand vous consentez un prêt, à savoir quel est le calendrier de remboursement, et s'il s'agit d'un prêt sans intérêt. Est-ce trop demander? » a fait remarquer le sénateur lors d'un discours sur la motion.

Le sénateur de la région de Montréal est également préoccupé par l'absence de conditions se rapportant au prêt, tout particulièrement à la lumière des récentes révélations selon lesquelles des cadres supérieurs reçoivent des bonis substantiels alors que l'entreprise continue de couper des milliers d'emplois de la classe moyenne.

« On parle ici de fonds publics. Les gouvernements doivent agir de manière responsable et mettre en place des conditions liées à l'utilisation des fonds. Les banques et les autres prêteurs ou investisseurs privés n'ont pas peur d'assortir leurs ententes d'une longue liste de conditions générales, d'observations et de garanties visant à protéger leurs intérêts. Les contribuables n'ont-ils pas le droit de bénéficier des mêmes types de protections? »

Quant aux arguments exposés par certains politiciens selon lesquels le gouvernement n'a pas d'affaire à intervenir dans une entreprise privée, voici les propos de M. Housakos à ce sujet : « Ce serait très bien s'il n'était pas question d'une entreprise qui ne cesse de puiser à pleines mains à même les fonds publics, et de demander et de recevoir ces fonds. On ne parle pas ici d'une entreprise privée totalement autosuffisante, mais d'une entreprise qui a reçu des milliards de dollars de la population canadienne. »

-30-

PERSONNE-RESSOURCE

Jacqui Delaney, Bureau de l'honorable Leo Housakos
613-996-2796 / Jacqui.delaney@sen.parl.gc.ca